

Rapport d'activités – Thierry Apothéloz

Conseiller d'Etat, chargé du Département de la cohésion sociale

Congrès du Parti socialiste du 12 mars 2022

Chèr.es Camarades,

A l'heure où j'écris ces mots, nous ne savons encore si la terrible crise qui nous meurtrit depuis maintenant près de deux ans est en train de s'estomper ou bien s'il faut encore nous attendre à des rebonds épidémiques. Cette crise a été d'abord sanitaire, puis économique, mais surtout, sociale. Et si notre système de santé est parvenu à amortir le choc, si notre économie s'est relevée globalement très bien, il n'en est pas de même pour toutes celles et tous ceux qui ont le plus souffert non pas de la pandémie elle-même, mais bien de ses effets. Pour beaucoup, la crise est tout sauf un lointain souvenir et ses conséquences en termes de précarité et de vulnérabilité sont considérables. Laissez-moi illustrer mes propos: en 2020, le nombre de bénéficiaires de l'aide sociale a bondi de plus de 9%! C'est plus forte croissance de l'histoire... et qui vient s'ajouter aux 76% d'augmentation – presque un doublement – du nombre de bénéficiaires que nous avons connu à Genève en l'espace d'à peine 10 ans. Je suis cependant soulagé de constater que depuis mon arrivée à la tête du département, la courbe s'est fortement infléchi, passant d'une augmentation annuelle moyenne de 5% des dossiers lors de la précédente législature, à environ 2% aujourd'hui (hors période Covid). Le projet de loi sur l'aide sociale et la lutte contre la précarité que je m'appête à déposer marquera un réel tournant dans la façon dont nous prendrons soin à l'avenir des plus fragiles et des plus précarisé.es d'entre nous. L'aide sociale n'est pas une fatalité et vous savez combien je suis déterminé à inverser définitivement cette croissance ininterrompue du nombre de bénéficiaires.

La crise, elle a d'abord et surtout impacté celles et ceux qui, déjà, avant, se trouvaient aux limites de la précarité et qui y ont soudain basculé d'un coup. Il y a les indépendant.es frappé.es de plein fouet, les familles de la classe moyenne qui s'en sortaient tout juste, et toutes celles et tous ceux qui pour des raisons liées aux mesures politiques prises par les autorités ont vu leurs revenus brusquement chuter. Or, notre système de protection sociale, s'il est objectivement excellent, mérite cependant d'être encore renforcé et plus agile. C'est la leçon que nous tirons de l'expérience Covid. Les mailles du filet social sont étroites, mais pas encore suffisamment pour offrir les conditions de vie dignes que sont en droit d'attendre celles et ceux qui vivent dans l'une des régions les plus riches et prospères du monde!

Pour nous, les Socialistes, il est donc indispensable de continuer à aider et accompagner celles et ceux que la pandémie a laissés au bord du chemin. Les artistes, les indépendant.es, les personnes précaires, les étudiant.es, les habitant.es de ce canton, avec ou sans statut-légal, atteint.es dans leur santé, leur qualité de vie ou leur dignité ont besoin d'une action politique forte, déterminée et ambitieuse. Avec nos Camarades sur le terrain, avec nos Député.es au Grand Conseil, ou bien avec ma collègue Anne, nous avons redoublé d'efforts ces derniers mois pour venir en aide aux victimes de la pandémie et lutter contre les inégalités dans notre canton, qui se sont malheureusement encore renforcées.

Dans un contexte politique où l'on aime à vanter la nécessité du soutien à l'économie et à notre système de santé, on a facilement tendance à oublier que ceux-ci ne sont pas des objectifs en soi, mais servent d'outils au bien-être collectif et à la cohésion sociale.

En ceci, la nouvelle majorité au gouvernement consécutive à l'élection de Fabienne Fischer marque un véritable tournant dans le rapport de force politique avec un parlement très ancré à droite. J'en veux pour preuve le dépôt par le Conseil d'Etat d'un budget 2022 résolution de gauche. Tellement de gauche d'ailleurs, qu'il était insupportable pour la majorité parlementaire qui a simplement refusé lâchement l'entrée en matière sur celui-ci, une première depuis 6 ans! C'est dire si les lignes ont bougé et que, même si on se heurte régulièrement aux barrières idéologiques de la grande alliance de droite, la politique du gouvernement est résolument

orientée vers le progrès social, l'environnement, les droits humains et l'ensemble des valeurs qui nous ressemblent et nous rassemblent au sein de la grande famille de gauche. C'est cette majorité, en sus de celle qui reste à conquérir au Grand Conseil, qui nous faudra maintenir à tout prix dans les années qui viennent.

Cette période est une épreuve. Elle met à mal notre société, mais nous permet aussi, paradoxalement, de démontrer la justesse et la pertinence des idéaux qui fondent notre action socialiste. Elle nous offre surtout l'opportunité de porter haut et fort notre message et nos valeurs et de prouver combien le projet politique que nous portons est le seul qui soit viable à long terme. Et si on ne peut revenir en arrière pour éviter les souffrances de celles et ceux qui ont été frappé.es de plein fouet par la crise, on peut en revanche regarder vers l'avenir et faire en sorte de protéger toutes celles et tous ceux qui risquent chaque jour d'être atteint.es dans leur santé, dans leur travail ou dans leurs conditions de vie. C'est à cela que je m'emploie et mets toute mon énergie depuis des mois.

Cette dernière année a été particulièrement riche en nouvelles réalisations et en nouveaux projets portés par le Département dont j'ai la charge, même s'il faut reconnaître que certains dossiers ont volontairement été gelés pour permettre à mes services d'être sur le terrain et offrir des réponses rapides et efficaces aux souffrances engendrées par la pandémie.

Parmi les nombreux projets initiés ou terminés, citons :

Sur le volet de **l'action sociale**, je suis heureux du bilan que nous avons réalisé du **Plan d'action contre la précarité** ("Cohésion sociale 2030"), après un an de mise en œuvre, et qui a montré des avancées majeures dans des domaines tels que *l'accès aux droits* (grâce notamment au Bureau d'information sociale), *l'aide et le soutien aux seniors* (par la formalisation des tâches du canton et des communes dans le domaine), ou le renforcement de la cohésion sociale en milieu urbain (grâce à l'appel à projets ad hoc lancé au printemps 2021 et qui sera reproduit au printemps de cette année).

L'acceptation à une large majorité par le peuple du projet de loi d'**indemnisation pour pertes de revenus** de 15 millions que j'avais présenté et qui avait été combattu par un référendum lancé par la droite extrême a été une nouvelle réjouissante. Ce montant a permis d'aider des milliers de personnes exclues des prestations d'aide en raison de leur situation professionnelle ou de leur statut.

Le **projet de loi sur le surendettement**, ce fléau qui plonge dans la précarité les familles et les empêche bien souvent de retrouver un logement ou un travail est également un point fort de l'année écoulée. Actuellement renvoyé en commission du Grand Conseil, j'espère que ce projet de loi pourra être adopté cette année encore et déployer ses effets dès 2023.

Un autre pas important dans la prise en charge des plus vulnérables, est **l'adoption de la Loi sur l'aide aux personnes sans-abris (LAPSA)**, qui permet enfin de clarifier les rôles respectifs du canton et des communes dans la prise en charge de cette thématique difficile, après des années de renvois des responsabilités de part et d'autre. Et c'est surtout une loi qui, pour la première fois dans notre système juridique, reconnaît cette problématique et donne des droits réels et concrets aux personnes sans-abri.

Sur le plan de l'aide et du soutien aux locataires, **le projet "DOMOS"** a été tout récemment présenté aux médias. Ce dispositif, qui a été élaboré par mon département en étroite collaboration avec les milieux immobiliers, de défense des locataires, du département du territoire et de l'Hospice général, permettra dès le mois de juin de venir en aide aux locataires connaissant des difficultés dans le paiement de leurs loyers, afin d'éviter les procédures d'expulsion de leur logement.

2021 a également vu la rédaction et la mise en consultation de la première phase du **plan stratégique du handicap**, travaillé en collaboration avec l'Université de Bâle et les associations, et qui constitue la première étape d'une politique du handicap ambitieuse et novatrice à Genève. La seconde phase sera prochainement présentée.

Sur le volet de l'intégration, nous avons déployé avec l'ensemble des partenaires le nouveau dispositif d'**Agenda Intégration Suisse** pour accompagner efficacement les personnes relevant du domaine de l'asile en matière d'intégration sociale et professionnelle. Dans ce cadre, 824 personnes ont pu bénéficier de mesures tant en matière d'évaluation des compétences que de formation de base. 124 personnes sont en outre prises en charge dans les hautes écoles (Université et HES), 62 personnes sont en formation professionnelle et 91 personnes sont en emploi. Par ailleurs, plus de 216 enfants de moins de 5 ans ont pu être suivis ainsi que leur famille dans leur développement et leur intégration.

Tandis que plus de 200 projets ont été soutenus dans les différents domaines du **Programme d'intégration cantonal**, plusieurs nouvelles initiatives ont pu voir le jour dans les domaines de la lutte contre les discriminations, notamment contre le racisme anti-noir.es et pour le développement de la participation et de la cohésion sociale dans les quartiers.

Enfin, bien entendu, le grand dossier politique qui marquera cette législature en matière d'action sociale, c'est le projet de **loi sur l'aide sociale et la lutte contre la précarité**, qui a déjà fait l'objet d'une large consultation auprès de l'ensemble des partenaires et qui sera formellement déposé dans le courant du mois d'avril.

En ce qui concerne **la Culture**, l'essentiel de l'activité de mon département, au vu des mesures sanitaires qui ont fortement impacté le secteur culturel, a été consacré au traitement des dossiers **d'indemnisation Covid-Culture**.

Du 1^e novembre 2020 au 31 décembre 2021, 790 demandes adressées au guichet COVID-Culture (qui prévoit l'indemnisation des dommages résultant des mesures prises par la Confédération et les cantons dans le contexte de la crise sanitaire afin que les entreprises culturelles puissent faire face aux nouvelles circonstances et trouver de nouvelles stratégies pour s'y adapter) ont été suivies d'un soutien financier pour un montant total de 25'790'141 francs au titre des indemnisations et en faveur des projets de transformation.

Les projets de transformation ont permis aux entreprises culturelles de trouver de nouvelles stratégies pour s'adapter au contexte induit par la crise sanitaire et imaginer de nouvelles formes de support à la création. Ils sont financés à parts égales entre le canton et la Confédération. Au total, 365 projets de transformations ont été soutenus dans les différents domaines culturels pour un montant de 11'657'612 francs. Ajoutons à cela le volet cantonal des aides (notamment en matière d'innovation), à hauteur de 4.5 millions de francs.

Concernant le volet des institutions, on notera avec regrets le refus à une infime majorité par les électrices et électeurs de la Ville de Genève du projet "Cité de la Musique", pourtant largement soutenu par notre parti. On se réjouira en revanche de l'avancement du projet de mise en œuvre du **Musée de la bande dessinée et de l'illustration**, avec un engagement très fort des associations de professionnel.les et de nombreux soutiens des autrices et auteurs rassemblé.es autour de ce projet fédérateur. On notera également que le projet **Porteous**, du nom de cette ancienne usine de traitement des eaux désaffectée située au bord du Rhône à Vernier, avance bien et que le projet institutionnel permettant à ce lieu de culture émergente d'offrir les espaces créatifs demandés par les actrices et acteurs culturel.les est en cours de finalisation.

Enfin, il convient de rappeler que le projet de **Lignes directrices de la politique culturelle cantonale** (ex "Message Culture"), de même que les dispositions de **mise en œuvre de l'IN 167** ("Pour une politique culturelle cohérente à Genève") sont en phase de finalisation et devraient être enfin présentés dans le courant du mois d'avril. Ces projets ambitieux, travaillés en concertation avec les communes et la Ville de Genève, de même que les 250 partenaires ayant participé au printemps dernier aux ateliers organisés par mon département, ont souffert de l'agenda sanitaire, qui nous a forcés à mettre une grande partie de notre énergie dans les dispositifs d'indemnisation évoqués plus haut. Mais après une première présentation bien accueillie par le Conseil d'Etat en janvier dernier, nous sommes à bout touchant dans le déploiement de ces mesures, dont je sais qu'elles sont légitimement attendue depuis

longtemps par les milieux culturels. Je sais en effet combien l'attente des milieux culturels est forte, raison pour laquelle il est nécessaire de faire en sorte que le résultat des travaux que mène mon département bénéficie ensuite d'un large portage politique qui nous permettra rapidement de mettre en œuvre une politique culturelle cohérente et concertée, telle que nous l'appelons tou.tes de nos vœux.

En ce qui concerne le volet des **Sports**, l'année écoulée a permis de renforcer considérablement le projet de **nouvelle patinoire**, grâce au vote récent d'un crédit d'étude de la part d'une large majorité du Grand Conseil. Cette infrastructure connaît ainsi sa première avancée concrète et j'espère que ce dossier qui avance au rythme prévu, pourra se concrétiser sur le site du Trèfle-Blanc d'ici à 2028, comme je l'ai annoncé à plusieurs reprises.

L'année 2021 a également permis le lancement du **programme de prévention de la violence et des discriminations** dans le football amateur, en collaboration étroite avec les partenaires, par le biais de dix mesures spécifiques.

Notons également les avancées effectuées sur le volet du **pôle football**, avec la poursuite des travaux pour le déplacement – provisoire – du centre formation aux Evaux, suite au refus du projet Pré-du-Stand.

On retiendra de cette année 2021 les deux médailles olympiques remportées par des athlètes genevois (Nikita Ducarroz en BMX et Jérémy Desplanches en natation) membres du **Team Genève**, que le canton encadre et subventionne.

Enfin, je me réjouis de la grande **Fête du Sport**, qui se tiendra en septembre de cette année, et qui permettra à plus de 2000 élèves de se familiariser avec 25 sports mis en exergue à cette occasion.

Concernant **les Communes**, on retiendra cette année le projet de **mise en œuvre du volet relatif au seniors** dans la loi sur la répartition des tâches, qui fixe les prérogatives des communes et du canton dans cette politique publique destinée à prendre une importance croissante ces prochaines années. Dans ce cadre, après deux ans d'aides financières obtenues grâce au DCS, on saluera l'obtention d'un million de francs de la part des communes pour financer la permanence sociale de Pro Senectute. L'enjeu est majeur pour l'avenir de nos seniors et leur inscription sociale etc. etc.

On notera également sur un plan institutionnel, l'adoption des modifications légales constitutionnelles proposées par mon département, visant à doter toutes les communes – et plus seulement celles de plus de 3000 habitant.es – d'un **Conseil administratif**, et non plus d'un.e Maire, assorti.e d'adjoint.es.

Enfin, on relèvera l'esprit de collaboration constructif (même si parfois polémique) qui règne sur le délicat volet des **transferts de charges et de compétences** appelé de leurs vœux par tous les partenaires. Le groupe de pilotage, que je préside, travaille avec un groupe d'experts de l'administration à l'examen des politiques publiques qui pourraient faire l'objet de ce transfert, avec la collaboration bienvenue de David Hiler, ancien conseiller d'Etat.

Cher.e.s Camarades, à l'heure où j'écris ces lignes, le moral n'est pas au beau fixe. On sort d'une crise sanitaire, pour plonger dans une crise humaine qui se déroule presque à nos frontières et qui nous replonge dans les heures les plus sombres de notre histoire. Je ne peux pas en tant que Socialiste, attaché à la solidarité, à la dignité et aux droits humains, faire abstraction de la terrible guerre qui se déroule en Ukraine et qui jette des milliers de civil.es sur le douloureux chemin de l'exil. J'espère que la Suisse saura se montrer digne de sa tradition humanitaire (dont elle a parfois eu tendance à beaucoup trop s'éloigner ces dernières années) pour accueillir ces familles qui viennent chercher refuge chez nous.

J'espère enfin de tout cœur que le gros de la crise sanitaire est derrière nous et que les souffrances pour la population qu'elle a entraîné dans son sillage ne seront bientôt que de lointains souvenirs. Il n'est cependant, comme je l'ai dit plus haut, pas certain que le retour à la normale se fasse à l'avantage de celles et ceux qui auront payé le plus lourd tribut à la crise. Alors que l'économie semble repartir de plus belle, que le chômage a baissé, que l'aide sociale s'est stabilisée, n'oublions pas que nous partons d'une situation qui a vu une partie de la population basculer dans la précarité ou la fragilité.

C'est notre rôle premier, en tant que Socialistes, de continuer à défendre leur droit légitime à une vie digne. C'est là le cœur de mon combat.

Amitiés socialistes

Thierry Apothéloz